

## RAYMOND ARON ANALYSTE DU CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Henry Laurens

La contemporaine | « Matériaux pour l'histoire de notre temps »

2009/4 N° 96 | pages 22 à 27

ISSN 0769-3206

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2009-4-page-22.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La contemporaine.

© La contemporaine. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Raymond Aron analyste

Henry LAURENS

## du conflit israélo-arabe

La prise de position de Raymond Aron à la suite de la célèbre conférence de presse du général De Gaulle est connue et a été régulièrement commentée. On abordera ici un aspect différent, le Raymond Aron analyste à chaud des conjonctures du conflit israélo-arabe dans ses célèbres articles du *Figaro*, les articles de 1967 formant une part importante de *De Gaulle, Israël et les Juifs* parus au début de 1968.

Le sujet n'est pratiquement pas évoqué durant l'année 1966 sauf dans un article de portée générale sur l'équilibre des forces<sup>1</sup>. Il fait allusion à la course aux armements et au risque d'introduction d'armements nucléaires et donne une définition des enjeux : « *Le conflit, qui durera aussi longtemps que l'État d'Israël ne sera pas reconnu par ses voisins, est provisoirement latent. [...] Malgré tout le risque n'a pas disparu. Même militairement supérieur, Israël ne peut pas résoudre par la force le problème de son existence. En revanche, le jour où ses voisins lui seraient supérieurs, ceux-ci auraient peut-être l'occasion de créer un fait accompli. Le système international, c'est-à-dire les grandes puissances ne laisseraient pas se poursuivre longtemps les hostilités. Encore faudrait-il que l'objet même de la lutte n'eût pas été supprimé avant l'intervention extérieure.* »

Il définit l'équilibre des forces comme un équilibre de la terreur. Les frontières d'Israël ne sont pas défendables. Dans la situation actuelle de non-guerre, elles sont défendues contre les infiltrations par la menace de représailles. Peut-être un jour, l'armement nucléaire ajoutera un facteur de dissuasion supplémentaire. Le risque actuel est dans la prolifération des armements balistiques.

Il définit ainsi les risques de la situation : « *L'équilibre de la terreur serait au Proche-Orient plus instable que partout ailleurs, parce que*

*l'avantage de frapper le premier y serait plus grand, parce que l'enjeu est le sol lui-même. Les passions déchaînées étoufferaient peut-être la voie de la raison. Il n'est pas exclu d'espérer qu'à long terme la prolifération des armes nucléaires s'accompagne de la diffusion de la sagesse. En cette terre chargée d'Histoire, sacrée pour trois grandes religions qui se réclament du même Livre, cet espoir demeure aujourd'hui encore fragile. »*

Dans ses articles du début de 1966 consacrés à la non-prolifération nucléaire, il ne mentionne pas le Proche-Orient.

Il faut attendre la crise de mai 1967 pour qu'il revienne au sujet. C'est ensuite le sujet de tous ses articles de politique internationale du 23 mai au 31 août 1967.

Le 23 mai<sup>2</sup>, à l'occasion du retrait des casques bleus du Sinaï mais avant la fermeture du golfe d'Akaba à la navigation israélienne, il définit les problèmes comme « *provisoirement insolubles* », mais il pense que l'affaire restera sous le contrôle des décideurs. Après tout, le rapport des forces est trop défavorable aux Arabes pour qu'ils prennent l'initiative des opérations. Il fait alors appel à la théorie politique : « *L'interprétation la plus vraisemblable de la crise actuelle, celle qui est communément adoptée, se fonde sur cette analyse, sur les intentions connues ou supposées, des hommes d'État. Puisque ni le gouvernement de Jérusalem ni celui du Caire ne veulent la guerre, celle-ci logiquement ne devrait pas avoir lieu.* »

Il en est de même pour l'Union soviétique.

Mais Aron s'inquiète du danger représenté par la guérilla arabe et les représailles israéliennes. Il rappelle aussi que la fermeture du Golfe d'Akaba constituerait un *casus belli* pour Israël et voit dans l'activisme soviétique en Méditerranée un risque supplémentaire. Il termine par un avertissement : « *Ainsi, une fois admis que personne n'a intérêt à provoquer une crise de première grandeur dans la conjoncture actuelle, l'incertitude n'en subsiste pas moins pour deux raisons majeures : les gou-*

1. « Équilibre des forces ou équilibre de la terreur », 30 avril-1<sup>er</sup> mai 1966, Raymond Aron, *Les articles de politique internationale dans Le Figaro*, t. III, *Les crises, 1965-1977*, présentation et notes de Georges-Henri Soutou, Paris, Éditions du Fallois, 1997, p. 228 et suivantes.

2. « Bruit d'armes au Proche-Orient », *op. cit.*, p. 388 et suivantes.

**HENRY LAURENS**, professeur au Collège de France, chaire d'histoire contemporaine du monde arabe.

vernements arabes ne commandent pas souverainement aux activités des contingents terroristes ; la dialectique de l'intimidation réciproque serait moins imprévisible si la rivalité des grandes puissances ne risquait de bouleverser la logique du rapport local des forces. »

Le 26 mai, après la fermeture du Golfe d'Akaba, il insiste sur la soudaineté de la crise<sup>3</sup> et aborde la question des grandes puissances. La dissuasion nucléaire leur interdit toute confrontation directe, ce qui introduit une sorte de sécurité. Cette sécurité permet de faire des « *petites guerres* » par allié interposé. Mais dans ce jeu, les acteurs dits secondaires, comme Hanoï ou Le Caire, peuvent entraîner les acteurs dits principaux vers des aventures. On a donc soit une confrontation militaire entre Israël et les pays arabes ou une confrontation stratégique-diplomatique entre l'Union soviétique et les États-Unis :

« Avant 1914, les diplomates auraient presque désespéré d'une solution pacifique. Depuis vingt ans, ils se sont accoutumés à vivre dangereusement, à considérer les crises comme des substituts des guerres et à faire confiance à la sagesse (relative) des deux Grands. »

« En dépit de tout, les raisons de cet optimisme équivoque n'ont pas disparu. »

Le 29 mai<sup>4</sup>, le conflit lui apparaît inévitable. En fermant le Golfe, Nasser condamne Israël à prendre l'initiative des hostilités. Aron critique durement la politique française de concertation entre les quatre Grands qu'il identifie correctement à un retour au concert des puissances d'avant 1914 : « Il n'y a pas de concert mondial au sens où il y avait un concert européen. Union soviétique et États-Unis ont certains intérêts communs, mais ils n'en ont guère au Proche-Orient, mis à part évidemment le souci partagé de ne pas être entraînés dans des aventures par les passions des uns ou des autres. Il aurait fallu beaucoup d'ignorance ou de naïveté pour croire que l'Union soviétique, après avoir depuis des mois envoyé des centaines de chars d'assaut au Proche-Orient, ferait pression sur le président Nasser dans le sens souhaité par les dirigeants de Washington. Il va sans dire que le général De Gaulle ne se faisait aucune illusion, mais ayant choisi d'être neutre, il laissait les événements suivre leurs cours. Selon les cas, la diplomatie est action ou camouflage d'inaction. »

Raymond Aron met la France du côté de l'Union soviétique et de l'Égypte qui veulent qu'Israël se résigne à la fermeture provisoire du golfe d'Akaba et se prête à de vaines procédures diplomatiques. La Grande-Bretagne et les États-Unis condamnent la fermeture, mais ne feront rien, comme la France n'a rien fait lors de la remilitarisation de la Rhénanie en 1936.



Raymond Aron.  
Fonds R. Aron / BNF

Il accuse Nasser de vouloir l'extermination des deux millions et demi de Juifs qui ont bâti l'État d'Israël. La décision israélienne de prendre l'initiative des hostilités militaires est plus que probable. La logique de son raisonnement s'arrête là puisqu'il ne met pas en relation contradictoire son affirmation de la supériorité militaire israélienne et la possibilité d'une liquidation de l'État d'Israël.

C'est avec justice le 7 juin qu'il peut écrire que la guerre était inévitable<sup>5</sup>. Il reprend cette fois l'ensemble de l'engrenage depuis les années précédentes. Il blâme sévèrement U-Thant d'avoir accepté le départ des casques bleus. Israël lutte pour l'existence, mais un succès militaire ne lui donnera qu'un répit.

Les combats terminés, Aron recadre dans l'histoire en montrant les « *ironies tragiques* <sup>6</sup> » : « Les hommes font leur histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font : la crise au Moyen-Orient, dont le deuxième acte s'achève (le troisième sera diplomatique) illustre, une fois de plus, et de manière éclatante, cette formule banale. Oui, les principaux acteurs ont pris leurs décisions en pesant chances et risques, mais ensemble, ils ont abouti à des résultats qui ne répondent aux objectifs d'aucun d'eux, peut-être même pas aux objectifs des dirigeants israéliens. »

Comme les États arabes n'ont pas reconnu l'État d'Israël et qu'ils sont en état de guerre, on peut dire que le droit international est pour ainsi dire exclu du débat : « Pour reprendre le langage des philosophes, Israël et ses voisins vivent dans l'état de nature où règnent la force et la nature. »

3. « Confrontation russo-américaine », *op. cit.*, p. 391 et suivantes.

4. « L'heure de la décision », *op. cit.*, p. 394 et suivantes.

5. « Comment la guerre est devenue inévitable », *op. cit.*, p. 397 et suivantes.

6. « Les ironies tragiques de l'histoire », *op. cit.*, p. 401.

Aron définit un ensemble d'erreurs de calculs qui ont rendu la guerre inévitable, en premier lieu de la part de l'Union soviétique et de l'Égypte.

Dans l'article suivant, publié le 19 juin, le chroniqueur dénonce la notion dangereuse de « *connivence russo-américaine*<sup>7</sup> ». La Guerre froide depuis 1947 a toujours été, en même qu'idéologique, une rivalité entre grandes puissances, ce qui interdit aux deux Grands une action conjointe visant à stabiliser la conjoncture régionale. Elle interdit tout règlement par la force et par la diplomatie. La crise est née du fait que les acteurs locaux, l'Égypte et Israël ont une marge d'action autonome par rapport aux grandes puissances et sont allés à la guerre contre les conseils de leurs protecteurs.

Le 28 juin, la diplomatie gaullienne est sévèrement ébréchée<sup>8</sup>. La concertation des quatre Grands est une illusion. Elle n'a de sens que pour l'Europe. Au Moyen-Orient, il n'y a que les acteurs locaux et les deux Grands : « *L'Europe des Six s'occupait de betteraves durant ces jours tragiques.* » Aron conteste toute relation entre le conflit et la guerre du Vietnam. L'hostilité judéo-arabe a précédé cette guerre et lui survivra longtemps.

Le 5 juillet, il revient au conflit lui-même<sup>9</sup>. Israël a remporté une victoire militaire, mais non la victoire parce qu'il ne peut pas détruire les États et les peuples contre lesquels il combat. La victoire sera d'obtenir la reconnaissance puis la réconciliation. Les Soviétiques vont réarmer l'Égypte et lui envoyer des conseillers. Pour éviter un nouveau conflit, il faut qu'Israël agisse avec modération afin d'inciter les Arabes à accepter l'existence de l'État d'Israël : « *Une Cisjordanie sous protectorat israélien serait tout aussi inacceptable aux Arabes qu'Israël sous protectorat arabe le serait pour les Juifs.* »

Pourtant le 7 juillet, il s'en prend vivement à la position française qui s'aligne selon lui sur l'Égypte et l'Union soviétique en demandant l'évacuation des Territoires occupés. Il y voit une volonté de soustraire la France à l'hostilité que vouent les pays arabes et nombre de pays asiatiques ou africains à « *l'impérialisme américain* » ou à « *l'impérialisme occidental* ». Ce n'est que la poursuite d'une politique antiaméricaine totalement déraisonnable : « *L'obsession antiaméricaine actuelle ne ressemble-t-elle pas à l'obsession anti-anglaise de Vichy en 1940.* »

Durant l'été 1967, Aron se rend en Israël<sup>10</sup>. Il rencontre les décideurs israéliens et s'interroge sur les conséquences de l'occupation. Le retour des Israéliens à Jérusalem « *soulève dans l'inconscient des chrétiens, des musulmans et des juifs de telles émotions pures et impures, poli-*

*tiques et mystiques, que l'observateur craint de méconnaître l'essentiel dès qu'il s'en tient au langage de la raison et de l'incroyance* ».

Il note la réflexion d'un ami israélien, pieux et pratiquant : « *Et maintenant, les musulmans et non plus seulement les Arabes, verront en nous des ennemis.* »

Il examine les différentes solutions possibles. Il rejette immédiatement comme impossible l'État pluriethnique séculier rassemblant Arabes et Juifs. Reste les autres options qui sont en discussion en Israël : « *Qu'est-ce que chaque Israélien craint le plus ? La corruption spirituelle de la nation par les conquêtes ? L'insécurité militaire par l'évacuation des territoires occupés ? La perte de l'identité juive par le gonflement de la minorité arabe ?* »

On refuse de trancher en attendant l'ouverture de négociations. Aron examine les différentes formules de négociation. Il en montre les difficultés. Il souligne le consensus négatif des acteurs qui ne voient en juin 1967 qu'une péripétie du conflit commencé par la création de l'État d'Israël. Il est préoccupé des dangers de l'avenir. Si les Arabes choisissent la voie de la guérilla, ils ne battront pas les Israéliens : « *Mais, une fois encore, comment ne pas redouter le cycle infernal de la violence où les uns et les autres sont en danger de perdre et la vie et leur raison de vivre.* »

Les Israéliens veulent la reconnaissance et la sécurité : « *Or, la recherche de la sécurité militaire à tout prix comporte en elle-même contradictions et malédiction. En un univers de violence, la sécurité absolue est inaccessible. La sécurité de l'un serait l'insécurité de l'autre et tous connaîtraient le martyr de Sisyphe.* »

Sur le plan militaire le conflit risque de prendre une dimension nouvelle : « *Au-dessus des armes classiques, il y a les armes atomiques et les engins balistiques ; au-dessous, les bombes et les mitraillettes des partisans.* »

Il conclut en revenant à sa thématique habituelle : « *À la longue, il n'y aura pas de paix sans réconciliation. Celle-ci n'est pas pour demain, elle ne dépend pas des seuls Israéliens. Mais certaines décisions que permet la victoire en reculeraient encore la perspective, en tout état de cause lointaine.* »

Le 25 octobre<sup>11</sup>, il revient au conflit du Moyen-Orient en examinant le rôle de l'ONU. Il reconnaît qu'U-Thant pouvait malaisément adopter une action différente. Il reprend l'énumération des erreurs de calcul des acteurs : « *Peut-être les États agissent-ils toujours par intérêt : ils ne sont certes pas toujours bons juges de leurs intérêts.* »

Israël de son côté ne peut refuser aux Arabes la citoyenneté sans trahir ses principes, ne peut

7. « Crise locale ou crise mondiale », *op. cit.*, p. 405.

8. « D'un conseil des ministres à l'autre », *op. cit.*, p. 408.

9. « Les armes et la paix », *op. cit.*, p. 412.

10. « Israël entre la guerre et la paix », *op. cit.*, série d'articles à partir du 28 août, p. 421 et suivantes.

11. « L'ONU dans la crise du Moyen-Orient », *op. cit.*, p. 459 et suivantes.

l'accorder sans perdre son identité hébraïque :  
« *Les Israéliens et leurs amis joueront-ils eux aussi à qui perd gagne ?* »

Pendant un an, Aron s'abstient de traiter du conflit israélo-arabe, ce qui dépasse le cadre chronologique de la rédaction de son pamphlet, *De Gaulle, Israël et les Juifs*. L'enjeu du livre tient en deux termes essentiels, la politique française n'est pas neutre dans le conflit moyen-oriental et l'utilisation de la notion de peuple juif par le général De Gaulle a pour corollaire l'accusation de double allégeance. Sa colère et son indignation ne doivent pas dissimuler le dilemme dans lequel il se trouve. En un sens, De Gaulle est plus sioniste que lui puisqu'il tend à faire du peuple juif une unité politique, ce que lui n'admet pas tout en se réservant le droit d'être sympathisant de la cause israélienne...



Il est vrai que l'actualité internationale et nationale de l'année 1968 est particulièrement chargée. Il y revient le 31 octobre 1968<sup>12</sup> à l'occasion de la reprise des combats le long du canal de Suez. C'est pour lui presque un cas d'école de la situation de ni-guerre ni-paix. Mais il aborde directement le fond des choses. La valeur des gains israéliens se dégrade inexorablement. Les

Soviétiques ne peuvent accepter à titre définitif la défaite de leurs protégés. L'occupation passe d'instrument de négociation à une fin en soi, ce qui est inacceptable pour les États-Unis. Face aux actions des commandos palestiniens, Israël s'enfonce dans le cercle infernal de la violence. Il risque d'être vaincu par sa propre victoire. Le recours à la raison n'est pas une solution : « *Si, des deux côtés, les dirigeants écoutaient la voix de la raison et pouvaient surmonter les passions, les leurs et celles de leurs peuples, l'affaiblissement d'Israël et le renforcement des pays arabes ouvriraient le chemin de l'apaisement. Mais, psychologiquement, le renforcement rend aux uns l'espoir de la revanche, l'affaiblissement inspire aux autres la résolution de restaurer une situation compromise.* »

Le 13 janvier 1969<sup>13</sup>, il réagit au second embargo français. Il est choqué par la « *petite phrase* » qui semble mettre en cause l'honnêteté des milieux proches de l'information<sup>14</sup>. Mais il préfère s'en tenir à l'usage de la réflexion : « *J'éprouve le besoin de réfléchir et non pas de laisser libre cours à mes propres émotions.* »

Il reprend l'analyse des conséquences de l'occupation. Israël ne peut pas vider la Cisjordanie de ses habitants arabes et la peupler de Juifs. Il ne peut pas l'intégrer à son État ni établir un protectorat. S'il naît un État palestinien en Jordanie, celui-ci n'envisagerait un accord avec Israël qu'à la condition d'obtenir une pleine souveraineté et récupérer la Cisjordanie. Israël multiplie les succès militaires contre la guérilla, mais c'est en vain : « *On détruit une division de blindés, on ne détruit pas un mouvement de partisans qui recrute ses troupes parmi des centaines de milliers d'hommes, campés sur un sol ingrat, habités par la haine et le désespoir.* »

Il faut pouvoir penser autrement : « *En bref, les Israéliens ne pourraient-ils témoigner, dans leur diplomatie, d'une fraction au moins de l'imagination que manifeste leur état-major ? Ne perçoivent-ils pas d'autre avenir que cette petite guerre permanente, interrompue de temps à autre par une grande bataille de quelques jours ou un répit de quelques mois ?* »

Le lendemain, il s'interroge sur les conditions d'un règlement<sup>15</sup> tout en critiquant la décision française : « *La péripétie de Beyrouth ne change rien à l'essentiel : elle offre un prétexte au geste du général De Gaulle, elle n'en constitue certainement pas la cause.* »

Les grandes puissances n'ont ni les moyens ni la volonté d'imposer une paix.

C'est aux Israéliens de trouver une issue, si elle existe. Il ne faut pas qu'ils se résignent au pire : « *Que l'on abandonne les protagonistes à leurs*

Couverture du livre de Raymond Aron paru en 1968.

12. « L'engrenage », *op. cit.*, p. 569 et suivantes.

13. « La crise au Moyen-Orient. Le cycle infernal de la violence », *op. cit.*, p. 595 et suivantes.

14. Il s'agit du communiqué du porte-parole du gouvernement le 8 janvier 1969 : « La position française a été très discutée à l'intérieur du pays. Il est remarquable, et il a été remarqué, que les influences israéliennes se font sentir d'une certaine façon dans des milieux proches de l'information. »

15. « Est-il trop tard pour espérer », *op. cit.*, p. 599 et suivantes.

*passions, la guerre à son dynamisme, et l'avenir devient déjà visible : guerre permanente, escalade de la violence. Si les Grands contraignent les Israéliens à un pseudo-règlement, ils prépareront la prochaine bataille. Seuls les Israéliens, en prenant eux-mêmes certaines initiatives en ne se résignant pas au pire, ont une chance, si faible soit-elle, de rompre le cycle infernal.* »

Le 26 mars 1969<sup>16</sup>, il analyse la question des conversations entre les représentants des quatre. Il reprend les termes du problème en montrant qu'abandonnés à eux-mêmes Israéliens et Arabes n'ont aucune chance de s'entendre. Un accord à Quatre n'est possible qu'en fonction d'un rapprochement entre Washington et Moscou, dû au fait que les deux grandes puissances ne veulent pas d'une quatrième guerre israélo-arabe. Les diplomates peuvent s'entendre sur les données principales, mais ils n'ont pas les moyens d'imposer aux uns la reconnaissance de l'État d'Israël et aux autres l'évacuation des Territoires occupés.

Aron définit sa propre position : « *Aucune crise internationale ne suscite autant de passions, en France, que le conflit israélo-arabe. Je m'abstiens donc de dire le juste et le souhaitable, je me borne à observer le réel, tel que le crée, jour après jour, la dialectique des sentiments et des événements. Réel qui se confond avec une guerre permanente, provisoirement limitée.* »

Le 17 avril 1969, il revient sur la question<sup>17</sup>. Les Grands n'ont plus la capacité qu'ils avaient au XIX<sup>e</sup> siècle d'imposer des solutions alors que l'écart de forces militaires s'est accru : « *Les bombes thermonucléaires détruisent, elles ne persuadent pas.* »

Du fait des conditions mêmes du conflit, les Grands ne peuvent imposer un règlement global : « *La paix par la réconciliation entre Israël et les pays arabes ne peut survenir qu'au terme d'une évolution lente, difficile ; elle suppose, des deux parts, une conversion que rien n'annonce pour l'instant.* »

Le mieux que l'on peut attendre de la concertation est un arrêt de l'escalade, ce qui suppose déjà un effort considérable.

La rigueur de l'analyse aronienne fait que l'essentiel a été dit. Commenter l'actualité ne le conduirait qu'à se répéter. Il n'intervient plus que ponctuellement quand se produit un fait majeur, comme l'incendie de la mosquée al-Aksa, le 21 août 1969<sup>18</sup>.

C'est un désastre moral pour le gouvernement israélien et un facteur aggravant du conflit en renforçant la dynamique des passions religieuses. Il égratigne au passage les intellectuels de

gauche qui ne pourront pas participer à une guerre sainte et marque avec ironie que les « *passions arabes* » et les « *exigences rationnelles* » des Israéliens aboutissent au même résultat, la perpétuation du conflit.

L'événement suivant est la vente d'avions Mirage à la Libye annoncée en janvier 1970<sup>19</sup>. Aron refuse de se laisser prendre par les justifications moralisatrices des uns et des autres : « *L'analyse froide des passions qui enflamment les combattants, du cynisme des grandes puissances, me paraît préférable à tout autre discours.* »

Il analyse correctement le sens profond de la politique française. Comme les États-Unis sont trop proches d'Israël et la Grande-Bretagne trop proche des États-Unis, seule la France, débarrassée du fardeau algérien peut enlever à l'Union soviétique le monopole du soutien à la cause arabe. Or l'opinion française est majoritairement pro-israélienne.

Pour la première fois dans les articles du *Figaro*, il aborde la question posée par la conférence de presse de novembre 1967 : « *Peut-on imputer aux Français de religion ou d'origine juive la responsabilité de ce divorce entre le gouvernement et une partie de la nation ? Par sa fameuse conférence de presse de novembre 1967 dans laquelle il qualifiait le peuple juif de "sûr de soi et dominateur", le général De Gaulle suggéra une telle interprétation et, depuis lors, les Français suspects de double allégeance, se demandent ce qu'ils peuvent dire et écrire. Selon leur tempérament, ils se réfugient dans le silence, affectent le détachement, cherchent le salut dans une surenchère pro- ou anti-israélienne.* »

L'embargo a emprisonné la politique française qui n'a pu conserver une position d'impartialité. Dès lors « *amitié juive perdue, amitiés arabes retrouvées* ». Le marché arabe de l'armement doit remplacer celui d'Israël. Concessions pétrolières et armements est conforme à l'intérêt national. La logique de l'action, logique cynique ou non, peu importe, commande d'aller jusqu'au bout.

Le contrat libyen a probablement plus une portée symbolique que militaire parce que la Libye et l'Égypte ne disposent pas des pilotes nécessaires.

Il en revient ensuite aux conditions d'un règlement de paix : « *Tout se passe, en effet, comme si les Israéliens désespéraient d'un accord, au moins à brève échéance, et ne comptaient que sur la force militaire pour assurer leur sécurité d'abord, pour contraindre leurs ennemis à traiter ensuite. Je pense qu'un jour ou l'autre, ils reconnaîtront ce que Hegel, commentant l'épopée napoléonienne, appelait "l'impuissance de la victoire". Les Israéliens remporteront encore des succès, ils ne*

16. « La paix est-elle possible au Moyen-Orient », *op. cit.*, p. 614 et suivantes.

17. « Le conflit du Moyen-Orient », *op. cit.*, p. 624 et suivantes.

18. 29 août 1969, « Au Moyen-Orient, politique et religion », *op. cit.*, p. 696 et suivantes.

19. 14 janvier 1970 « La France, Israël et les pays arabes », *op. cit.*, p. 761 et suivantes.

*contraindront pas leurs voisins à la capitulation, ils ne convertiront pas les masses arabes, à l'intérieur de leurs frontières militaires, même s'ils améliorent les conditions de vie. Plus que jamais, à notre époque, les hommes placent leur nation au-dessus de leur confort et subordonnent le bien-être au rêve et aux passions. »*

Il analyse le plan Rogers de décembre 1969 et en montre les difficultés d'application. Elles ne sont pas définitivement insurmontables :

*« Finalement une paix imposée du dehors me paraît au moins aussi inconcevable qu'une paix négociée entre Arabes et Israéliens. Mais les Grands n'imposeront la paix que le jour où ils en auront le ferme propos et s'accorderont sur les clauses principales. »*

*« Je cherche en vain les prémices de cet accord nécessaire. »*

Au mois de juin 1970, il revient sur le conflit à l'occasion du troisième anniversaire<sup>20</sup>. Tous les acteurs de ce conflit prolongé sont prisonniers de la machine infernale de la violence déchaînée, des représailles et contre-représailles. Aron s'inquiète de l'ampleur de l'engagement soviétique en Égypte dans une logique d'escalade.

L'annonce d'un cessez-le-feu prochain à la fin juillet 1970 lui donne un peu d'espérance<sup>21</sup>, mais il est parfaitement conscient de l'ampleur des obstacles devant la paix. Le 17 août, il marque que *« le cessez-le-feu n'est pas la paix<sup>22</sup> »*. Les conditions d'un règlement sont toujours loin d'être réunies. Mais la conjoncture le conduit à en préciser les principes fondamentaux. Israël ne peut espérer faire des annexions substantielles. Tout règlement doit offrir un avenir aux Palestiniens, un traité de paix en bonne et due forme indispensable pour les Israéliens et un accord sur Jérusalem : *« Rien n'autorise Israël à espérer pour demain ou après-demain ni de meilleures chances de règlement ni des chances d'un règlement meilleur. »*

La crise jordanienne le pousse à revenir sur le volet palestinien<sup>23</sup>. Elle est née de l'opposition entre l'Égypte et la Jordanie qui ont accepté le plan Rogers et les organisations palestiniennes qui veulent la destruction de l'État d'Israël : *« États arabes et organisations palestiniennes ne mènent pas la même guerre, ils n'ont ni les mêmes moyens ni le même but. »*

Les États peuvent passer des trêves et vivre en coexistence pacifique, les mouvements de résistance sont voués à la guerre permanente.

Le 2 octobre, il consacre un article aux conséquences de la mort de Nasser<sup>24</sup>. Il a tendance à insister sur le rôle de l'Union soviétique. Il y voit le 15 octobre une seconde crise des fusées<sup>25</sup>.

Les articles du *Figaro* sont à la conjonction entre le Raymond Aron de *Paix et guerre entre les nations*, ouvrage lui-même nourri par vingt ans de commentaires de la politique internationale et de l'observateur indigné de *De Gaulle, Israël et les Juifs*. Dans ses *Mémoires*, il reconnaît qu'à certains moments l'émotion perce, mais il maintient à juste titre que la priorité a toujours été donnée à l'interprétation. On le voit dans l'usage des vocables. Il ne se sert pratiquement pas du terme « terroriste » et utilise en permanence celui de partisan et de guérilla dans la ligne de la réflexion de Carl Schmitt. Son approche combine la réflexion du philosophe avec la référence à l'état de nature, du moraliste avec les articulations entre raison et passions et du géopoliticien (le jeu des grandes puissances). Il n'a aucune sympathie pour les Arabes, mais il est vrai que dans toute son œuvre le romantisme tiers-mondiste lui échappe.

La qualité de cette production est d'élaborer dans la quasi-immédiateté une véritable syntaxe du conflit. Comme l'auteur dépend exclusivement des informations de presse, il méconnaît qu'en réalité sur beaucoup de points l'analyse de la diplomatie française était proche de la sienne. Il ne cherche pas à définir la politique de neutralité qu'il aurait voulu voir suivre par son pays.

Le pessimisme de Raymond Aron conduit à définir la situation comme un emprisonnement des acteurs dans la violence. Il ne prend pas en compte le rôle pédagogique de l'initiative diplomatique internationale, allant vers une définition de plus en plus rigoureuse des conditions du règlement politique, comme c'était déjà le cas dans les conversations à deux et à quatre à New York et à Washington. Curieusement il ne répond pas à la question aronienne fondamentale, que peuvent faire les décideurs ? Il ne se met pas à la place du diplomate et du politique et c'est probablement le fruit de son ascèse intellectuelle.

H. L.

20. 5 juin 1970, « Trois ans après », *op. cit.*, p. 801 et suivantes.

21. 28 juillet 1970, « Manœuvres diplomatiques ou préliminaires de paix », *op. cit.*, p. 820 et suivantes.

22. « Le cessez-le-feu n'est pas la paix », *op. cit.*, p. 827 et suivantes.

23. 17 septembre 1970, « Les guerres du Proche-Orient », *op. cit.*, p. 841 et suivantes.

24. « Après la disparition de Nasser », *op. cit.*, p. 848 et suivantes.

25. « L'ascension de l'Union soviétique », p. 854 et suivantes.